

AÏN DEFLA

Arrivée d'une autre mission médicale chinoise à l'hôpital Makour-Hamou

La dernière mission est partie à la fin du mois de janvier dernier, après deux années d'exercice à l'hôpital du chef-lieu de la wilaya. Mercredi dernier, un autre groupe médical multidisciplinaire, venu de Chine dans le cadre d'une coopération algéro-chinoise, a été installé par le directeur de la santé et de la population, M. Tayeb Mekki.

Ce groupe médical, à l'instar de celui qui l'a précédé, est composé de 13 médecins spécialistes et d'un cuisinier. Il n'occupe qu'à l'hôpital Makour-Hamou du chef-lieu de wilaya, comme inscrit dans la convention.

L'équipe est composée de quatre gynécologues, d'un ophtalmologue, d'un chirurgien généraliste, de deux spécialistes en chirurgie plastique, d'un bronchopneumologue, de deux anesthé-

sistes réanimateurs et de deux spécialistes en acupuncture.

Ici, tout le monde se plaint du manque de gynécologues et de radiologues notamment dans le secteur public. En effet, seulement trois gynécologues officient dans le secteur de la santé alors que dans le secteur privé on en compte 14.

On note que si le nombre de spécialistes reste stable en général, il n'en est rien pour ce qui est des gynécologues et des radio-

logues qui, une fois leur service civil accompli, quittent le service public pour s'intégrer dans le secteur privé. Ainsi, le vide dans ces spécialités est énorme. Pour les autres spécialités, on constate plus de stabilité parce que les postes disponibles sont déjà occupés dans les deux secteurs.

Ce manque de spécialistes s'explique par le fait que dans le meilleur des cas, un spécialiste n'aura terminé ses études qu'à l'âge de 31 ans, le temps d'une génération alors que l'Algérie n'a que 55 ans d'indépendance, ce qui implique que la seconde génération n'a pas encore vu le jour.

Autre remarque à faire est que c'est presque toujours au ministre de la Santé qu'on réclame des

spécialistes alors qu'il n'est que l'employeur et que le formateur n'est autre que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Sur un autre plan, en ce qui concerne les soins de base hospitaliers, l'hôpital se trouve pratiquement seul à faire face à une demande de soins de plus en plus accrue tant que la réforme qui consacrerait la contractualisation, inscrite dans la loi de finances de 1994 n'est pas encore appliquée.

Selon ce texte, l'hôpital ne prend en charge que les soins d'urgence et le traitement des citoyens démunis dont les frais de santé sont pris en compte par la commune.

Pour les autres tranches de la population, toujours selon ce texte,

les frais de soins hospitaliers doivent être pris en charge par les caisses d'assurances, CNAS, Cnac, Casnos, assurances complémentaires contractées individuellement, mutuelles... Cependant, selon les informations recueillies, la Cnas ne participe qu'à un taux dérisoire qui serait de l'ordre de 10%.

De ce fait, nombreux sont ceux qui s'interrogent alors sur le fonctionnement de la Cnas qui collecte obligatoirement les cotisations de tous les salariés, et qui n'ont pour représentants qui siègent aux conseils d'administration qu'un membre de l'unique centrale syndicale, les autres partenaires sociaux n'étant pas admis, ce qui confère à cette caisse une très grande autonomie dans la gestion des cotisations. Une gestion qui échappe aux autres représentants des salariés.

De plus, quand on sait que les indices tarifaires des remboursements n'ont pas été réévalués depuis des lustres, il va de soi que les citoyens, au lieu de recourir à la médecine, s'orientent vers le charlatanisme qui prend de l'ampleur.

Depuis quelque temps, sur instruction des instances supérieures de la Cnas, enjoignant aux responsables des caisses plus de rigueur et un renforcement des contrôles, les demandes d'expertises médicales sont de plus en plus exigées ; or, de très nombreux spécialistes, pour des raisons vagues, refusent de pratiquer ces expertises et de ce fait, ce sont les assurés qui sont pénalisés.

Karim O.

EL MAIEN

Les habitants reçoivent enfin de l'eau potable à partir du barrage sur l'oued Tighzel

Les habitants du sud-ouest de la wilaya de Aïn Defla et précisément les communes de Bathia, El Hassasnia, El Maïen et Tiberkanine ont toujours vécu les affres du manque d'eau potable.

Il a été avancé la solution de réaliser une amenée d'eau traitée à partir du barrage de Kaf Errofa, situé sur le territoire de la wilaya limitrophe de Tissemsilt. Après moult tergiversations, cette solution avait été estimée très onéreuse, devant traverser la chaîne montagneuse de l'Ouarsenis et donc abandonnée pour une autre solution qui, aujourd'hui, s'est concrétisée.

Pour ce faire, il a été érigé un barrage sur l'oued Tighzel qui, au jour d'aujourd'hui, recèle quelque 2 100 000 m³, de quoi alimenter plus de 8 000 habitants des 6 douars se trouvant pour les uns

dans la commune d'El Maïen, pour les autres dans l'est de la commune de Tiberkanine.

A partir de la station de traitement accolée à une station de pompage qui fournit plus de 58 l à la seconde. Avec cette réserve de 2 100 000 m³, la station de traitement, les 4 réservoirs réalisés, le 5^e au niveau de la localité des Djouahra, les habitants ne manqueront pas d'eau potable durant 2 années, nous a indiqué un des responsables de la Direction des ressources en eau.

Au wali, Aziz Benyoucef, qui a inauguré dimanche dernier la station de traitement en compagnie

du P/APW, Nadjem Mohammed, et mis en service la station de pompage, les responsables du secteur de l'hydraulique lui ont fait part de la nécessité de réhabiliter plusieurs segments du réseau de distribution pour éviter les déperditions du précieux liquide.

A propos du barrage lui-même, le premier responsable de la wilaya a fait remarquer au directeur des forêts qu'il ne suffit pas de construire des barrages aussi importants soient-ils, mais aussi, il serait indispensable de les protéger pour éviter l'envasement dû à l'érosion des sols dénudés.

«Tout le périmètre autour doit être planté d'arbres spécifiques dont la fonction est connue tels que les eucalyptus qui fixent les sols, mais aussi l'olivier cet arbre séculaire qui s'est bien acclimaté

et dont le rendement peut être important», a-t-il fait remarquer au responsable du secteur des forêts. Ce dernier a fait valoir que la plupart des terres environnantes sont des propriétés privées et que le secteur des forêts s'attache à reboiser les terres de l'Etat.

A ce constat, le wali a fait valoir «rien ne vous empêche de donner aux riverains des arbres comme l'olivier à planter même sur les terres domaniales mais avec obligation de les entretenir avec comme compensation, le bénéfice des récoltes et que cette forme de clivage doit être levée car il ne sert à rien de laisser tout autour de nos barrages des vastes étendues nues et sans protection végétale, les conséquences nous les connaissons».

K. O.

BARRAGE BÉNI HAROUN (MILA)

La richesse avifaune en nette augmentation

Près de 17 000 oiseaux migrants appartenant à 19 espèces différentes ont été répertoriés et recensés, ces derniers temps, dans la zone de Béni Haroun.

Un chiffre en nette augmentation d'année en année, selon monsieur Benfetim Samir cadre au sein de la Conservation des forêts de Mila et chef de service de la protection de la faune et de la flore. Pour lui donc, cette augmentation reflète le mouvement «en courbe ascendante» des oiseaux migrants dans cette zone, précisant qu'en 2013 les sujets avifaunes ne dépassaient pas les 5 000 volatiles et expliquant que ce phénomène constitue «un indicateur de biodiversité et d'une richesse avifaune considérable dans cette région».

Il a, à ce propos rappelé que le plan d'eau de Béni Haroun, un ouvrage hydraulique majestueux d'une capacité de stockage de 1 milliard de m³ d'eau, implanté dans une surface verte, présente

une grande diversité faunistique et floristique, précisant que ce facteur favorise cette halte migratoire dans une zone qui assure «les conditions de nidification», pour des espèces dont la plupart sont rares, venues d'Europe et d'Asie.

Parmi ces espèces recensées, 5 000 appartiennent à la famille du grand cormoran, a souligné M. Benfetim affirmant que ce nombre constitue en soi «un record national» en la matière, poursuivant que même le ciconidé est devenu un habitué de la région de Béni Haroun, lui qui vient de l'Europe du nord à la recherche d'un climat doux.

Le responsable indique que d'autres zones à Mila, vont être proposées ou classées zones humides, conformément aux conditions requises dans ce genre



de classement, en l'occurrence, la biodiversité et les richesses faunistiques et floristiques, à commencer par le lac «Oum

Lahnache» sur les monts de Tassadane Haddada, culminant à plus de 1 200 mètres d'altitude.

A. M'haimoud

SIDI-BEL-ABBÈS

495 élus tirés au sort pour le hadj

Au début de la semaine en cours, s'est déroulée, au niveau du stade du 24-Février, l'opération du tirage au sort pour le hadj 2017 en présence des prétendants et des services des affaires religieuses et des autorités locales.

Au final, 495 heureux élus ont été tirés au sort à l'échelle de la wilaya sur 12 424 demandeurs.

Pour le chef-lieu, on compte 192 sur les 6 517 prétendants à l'accomplissement du 5^e pilier de l'Islam, à savoir le grand pèlerinage aux Lieux Saints de La Mecque. Sur ces 192 tirés au sort, 179 désignés sont retenus sans appel plus 19 autres de la liste de l'opération du tirage au sort de 2016.

Pour cette année, une autre liste de 13 personnes tirées au sort a été établie en cas de désistement ou de décès. Dans une atmosphère de liesse, les heureux élus ont réalisé leur chance de figurer parmi les prochains hadjis.

A. M.